

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Richelieu

Code géographique : 55057

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvie Charpentier, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-25 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Richelieu

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Richelieu et des partenariats auxquels elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Richelieu et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2014 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Richelieu inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2015-05-25

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Financial Statement					
	2023	2022	2021	2020	2019
Revenue	1000	950	900	850	800
Cost of Sales	(400)	(380)	(360)	(340)	(320)
Gross Profit	600	570	540	510	480
Operating Expenses	(200)	(190)	(180)	(170)	(160)
Operating Profit	400	380	360	340	320
Other Income	50	40	30	20	10
Profit Before Tax	450	420	390	360	330
Tax Expense	(100)	(90)	(80)	(70)	(60)
Net Profit	350	330	310	290	270
EPS	3.50	3.30	3.10	2.90	2.70

Kategori		2019	2020	2021	2022	2023
A. Pendapatan Asli Daerah		1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000
B. Bantuan Keuangan		1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000
C. Hibah		1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000
D. Pinjaman		1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000
E. Lain-lain		1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000
F. Total		5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000
G. Total		5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000

Financial Statement		Period		Amount	
Item	Unit	Start	End	Start	End
Revenue	€	100	100	100	100
Expenses	€	50	50	50	50
Profit	€	50	50	50	50
Assets	€	100	100	100	100
Liabilities	€	50	50	50	50
Equity	€	50	50	50	50

	2019	2018	2017	2016
Assets				
Current assets	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Property, plant and equipment	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Intangible assets	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Financial assets	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Other assets	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Liabilities				
Current liabilities	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Long-term liabilities	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Equity	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Share capital	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Reserves	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Other equity	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 376 669)	975 162	88 073	1 063 235
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	862 610	868 616	39 354	907 970
Autres					
- Perte valeur sur placement	3	11 726	15 942		15 942
- Gain sur cession-ajustement	4	(15 802)	2	(529)	(527)
	5	(518 135)	1 859 722	126 898	1 986 620
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	2 411 695	8 982	(212 892)	(203 910)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(41 303)	325 192	3 666	328 858
Revenus reportés	9	(744)	(3 784)	(61)	(3 845)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(12 226)	(12 226)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12			(680)	(680)
Autres actifs non financiers	13	(5 706)	19 995	1 620	21 615
	14	1 845 807	2 210 107	(93 675)	2 116 432
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(519 249)	(3 629 689)	(41 055)	(3 670 744)
Produit de cession	16			531	531
	17	(519 249)	(3 629 689)	(40 524)	(3 670 213)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(22 767)	(22 767)		(22 767)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			(1 436)	(1 436)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(22 767)	(22 767)	(1 436)	(24 203)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23		192 805	8 652	201 457
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 126 406)	(728 404)	(10 668)	(739 072)
Variation nette des emprunts temporaires	25		2 765 264	90 629	2 855 893
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 701	4 326		4 326
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(1 109 705)	2 233 991	88 613	2 322 604
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	194 086	791 642	(47 022)	744 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	3 339 349	3 533 435	232 594	3 766 029
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	3 533 435	4 325 077	185 572	4 510 649

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

	2019	2018	2017	2016	2015
Revenue	1,000,000	950,000	900,000	850,000	800,000
Cost of sales	(400,000)	(380,000)	(360,000)	(340,000)	(320,000)
Gross profit	600,000	570,000	540,000	510,000	480,000
Operating expenses	(200,000)	(190,000)	(180,000)	(170,000)	(160,000)
Operating profit	400,000	380,000	360,000	340,000	320,000
Finance income	10,000	10,000	10,000	10,000	10,000
Finance expense	(20,000)	(20,000)	(20,000)	(20,000)	(20,000)
Profit before tax	390,000	370,000	350,000	330,000	310,000
Income tax expense	(100,000)	(90,000)	(80,000)	(70,000)	(60,000)
Profit after tax	290,000	280,000	270,000	260,000	250,000
Dividends	(50,000)	(50,000)	(50,000)	(50,000)	(50,000)
Retained profit	240,000	230,000	220,000	210,000	200,000
Assets	1,000,000	950,000	900,000	850,000	800,000
Liabilities	(400,000)	(380,000)	(360,000)	(340,000)	(320,000)
Equity	600,000	570,000	540,000	510,000	480,000

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	5 599 313	5 681 911	5 621 879
Compensations tenant lieu de taxes	2	60 500	84 684	65 344
Quotes-parts	3		152 725	108 995
Transferts	4	697 894	715 538	(1 257 164)
Services rendus	5	526 624	664 994	546 042
Imposition de droits	6	190 500	222 196	253 507
Amendes et pénalités	7	156 415	147 448	151 143
Intérêts	8	63 054	118 233	111 118
Autres revenus	9	60 051	90 605	126 663
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	7 354 351	7 878 334	5 727 527
Charges				
Administration générale	12	1 081 483	971 503	1 064 475
Sécurité publique	13	1 451 733	1 410 802	1 405 422
Transport	14	2 115 143	1 994 968	1 950 027
Hygiène du milieu	15	1 458 969	1 286 406	1 441 440
Santé et bien-être	16	122 090	120 137	120 059
Aménagement, urbanisme et développement	17	191 625	168 365	163 384
Loisirs et culture	18	662 425	610 713	574 349
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	270 738	252 205	318 851
	21	7 354 206	6 815 099	7 038 007
Excédent (déficit) de l'exercice	22	145	1 063 235	(1 310 480)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		16 450 788	17 761 268
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		4	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		16 450 792	17 761 268
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		17 514 027	16 450 788

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	145	1 063 235	(1 310 480)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (57 616) (3 670 744) (607 631)
Produit de cession	3			2 003
Amortissement	4	859 025	907 970	914 670
(Gain) perte sur cession	5		(531)	289
Réduction de valeur / Reclassement	6		531	
	7	801 409	(2 762 774)	309 331
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(680)	157
Variation des autres actifs non financiers	10		21 615	(5 570)
	11		20 935	(5 413)
	12	801 554	(1 678 604)	(1 006 562)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	801 554	(1 678 604)	(1 006 562)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 696 049)	(2 689 487)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		4	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(3 696 045)	(2 689 487)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(5 374 649)	(3 696 049)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 532 950	3 766 029
Placements temporaires	2	111 559	110 123
Débiteurs (note 5)	3	1 800 193	1 596 283
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	106 176	99 351
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	6 550 878	5 571 786
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	22 301	
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 855 893	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 236 392	907 534
Revenus reportés (note 12)	13	115 110	118 955
Dette à long terme (note 13)	14	7 630 940	8 164 229
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	64 891	77 117
	16	11 925 527	9 267 835
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(5 374 649)	(3 696 049)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	22 843 636	20 080 862
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	2 946	2 266
Autres actifs non financiers (note 17)	21	42 094	63 709
	22	22 888 676	20 146 837
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	17 514 027	16 450 788

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 063 235	(1 310 480)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	907 970	914 670
Autres			
- Perte de valeur sur placement	3	15 942	11 726
- Gain sur cession-ajustement	4	(527)	(15 513)
	5	1 986 620	(399 597)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(203 910)	2 442 244
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	328 858	(43 680)
Revenus reportés	9	(3 845)	(40 962)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(12 226)	(9 299)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(680)	157
Autres actifs non financiers	13	21 615	(5 570)
	14	2 116 432	1 943 293
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(3 670 744)	(607 631)
Produit de cession	16	531	2 003
	17	(3 670 213)	(605 628)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(22 767)	(22 767)
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(1 436)	(2 123)
Variation nette des autres placements à long terme	21		142 156
	22	(24 203)	117 266
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	201 457	
Remboursement de la dette à long terme	24	(739 072)	(1 131 307)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 855 893	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	4 326	16 701
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 322 604	(1 114 606)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	744 620	340 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	3 766 029	3 425 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	4 510 649	3 766 029

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly - Marieville - Richelieu (SECT'Eau)	10,84%
Conseil intermunicipal de transport Chambly - Richelieu - Carignan (CIT - CRC)	9,54%
Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent (Régie)	2,87%

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme.

Les placements à long terme sont constitués de placements à titre d'investissement.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes qui suivent :

INFRASTRUCTURES

Usine et bassins d'épuration	40 ans
Conduites d'égout	40 ans
Conduites d'aqueduc	40 ans
Purification et traitement de l'eau	40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Dépotoirs et incinérateurs	40 ans
Chemins, rues, routes et trottoirs	40 ans
Ponts, tunnels et viaducs	40 ans
Surface d'origine ou resurfaçage majeur	15 ans
Système d'éclairage des rues	20 ans
Réseau d'électricité	40 ans
Aménagement parcs publics, stationnement	20 ans
Autres infrastructures	40 ans
BÂTIMENTS	
Édifices administratifs, communautaires et récréatifs	40 ans
Atelier, garage et entrepôt	40 ans
Autres	30 ans
AMÉLIORATIONS LOCATIVES	
Améliorations locatives (50 000 \$ à 500 000 \$)	5 ans
Améliorations locatives (plus de 500 000 \$)	15 ans
VÉHICULES	
Automobiles	10 ans
Véhicules lourds	15 ans
Autres véhicules moteurs	10 ans
Réparations majeures	5 ans
AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU	
Équipement informatique	5 ans
Équipement téléphonique	10 ans
Ameublement, équipement de bureau	10 ans
Autres	10 ans
MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT DIVERS	
Machinerie lourde	20 ans
Unité mobile	20 ans
Autres	10 ans
Réparations majeures	5 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées (Ville, Régie et SECT'Eau)

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville, la Régie et la SECT'Eau sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées (Régie)

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché moins 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement de l'excédent (déficit) accumulé non affecté et des exercices antérieurs. Ce redressement s'est fait en 2007 en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires consolidés de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Avantages sociaux futurs :

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010;

- Appariement fiscal des revenus de transfert :

- Démarcation des intérêts et du capital : exercice subséquent;

- Redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation des revenus de transfert.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables

Modifications comptables futures

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La Ville évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	25 662	47 665
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	423 073	390 154
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	949 806	869 408
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	162 265	49 876
Organismes municipaux	8	104 170	110 673
Autres			
- Intérêts	9	4 392	4 190
- Mutations et divers	10	156 487	171 982
	11	1 800 193	1 596 283
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	344 904	384 700
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	344 904	384 700
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	9 160	6 817
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	106 176	99 351
Autres placements	23		
	24	106 176	99 351
Note			
Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens (UMQ).			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (64 891)	(77 117)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ()	()
	27 (64 891)	(77 117)
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 78 121	111 414
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 39 596	32 703
Régimes de retraite des élus municipaux	32 411	318
	33 118 128	144 435

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
- La Ville bénéficie d'un emprunt bancaire de 3 600 000 \$, utilisé spécifiquement dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour des travaux qui seront financés à long terme éventuellement. Cet emprunt ne comporte aucune garantie, porte intérêt au taux préférentiel (3%) et est renégociable le 30 juin 2015.
- La Régie bénéficie d'une marge de crédit de 3 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse Centrale Desjardins en vigueur (3%).
- Le CIT - CRC bénéficie d'une marge de crédit de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 1,5% (4,5%) et renégociable en 2015.
- La SECT'Eau bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25% (3,25%) et renouvelable annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 461 264	365 076
Salaires et avantages sociaux	38 139 685	133 229
Dépôts et retenues de garantie	39 311 458	14 849
Provision pour contestations d'évaluation	40 9 690	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouvernement du Québec	42 31 669	10 284
- Gouvernement du Canada	43 22 904	11 928
- Organismes municipaux	44 154 524	286 512
- Intérêts courus sur dette LT	45 35 009	37 690
- Autres charges	46 70 189	47 966
	47 1 236 392	907 534

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	58 724	
Transferts	49	1 095	
Autres			
- CARRA & contribution promoteur	50	52 808	118 955
- Services non rendus	51	2 483	
	52	115 110	118 955
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	3,34	2028	2034	53	7 648 300	8 183 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,18	8,36	2016	2018	59	13 576	15 591
Autres					60		
					61	7 661 876	8 199 491
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(30 936)	(35 262)
					63	7 630 940	8 164 229

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2014		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	734 100	80	6 893	89	97	740 993
2016	65	73	756 800	81	4 593	90	98	761 393
2017	66	74	769 500	82	2 440	91	99	771 940
2018	67	75	739 000	83	167	92	100	739 167
2019	68	76	510 000	84		93	101	510 000
2020 et +	69	77	4 138 900	85		94	102	4 138 900
	70	78	7 648 300	86	14 093	95	103	7 662 393
Intérêts et frais accessoires				87	(517)		104	(517)
	71	79	7 648 300	88	13 576	96	105	7 661 876

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(3 517 213)	(1 503 652)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(1 857 436)	(2 192 397)
Autres	108		
	109	(5 374 649)	(3 696 049)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	465 038	138	716	165		192	465 754
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 627 134	140	457 438	167		194	3 084 572
Autres	113	20 292 324	141	3 017 161	168	360	195	23 309 125
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	3 708 675	143		170		197	3 708 675
Améliorations locatives	116	31 524	144		171		198	31 524
Véhicules	117	1 231 188	145	114 876	172	15 791	199	1 330 273
Ameublement et équipement de bureau	118	470 371	146	10 473	173	426	200	480 418
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 045 348	147	70 228	174	4 903	201	1 110 673
Terrains	120	268 115	148		175		202	268 115
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>30 139 717</u>	150	<u>3 670 892</u>	177	<u>21 480</u>	204	<u>33 789 129</u>
Immobilisations en cours	123	<u>160 503</u>	151	<u>(148)</u>	178		205	<u>160 355</u>
	124	<u>30 300 220</u>	152	<u>3 670 744</u>	179	<u>21 480</u>	206	<u>33 949 484</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	267 858	153	11 626	180		207	279 484
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	842 890	155		182		209	842 890
Autres	128	5 664 428	156	673 016	183	360	210	6 337 084
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 414 538	158	74 416	185		212	1 488 954
Améliorations locatives	131	30 339	159	924	186		213	31 263
Véhicules	132	806 490	160	75 923	187	15 791	214	866 622
Ameublement et équipement de bureau	133	325 034	161	24 910	188	426	215	349 518
Machinerie, outillage et équipement divers	134	867 781	162	47 155	189	4 903	216	910 033
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>10 219 358</u>	164	<u>907 970</u>	191	<u>21 480</u>	218	<u>11 105 848</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>20 080 862</u>					219	<u>22 843 636</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	83 335	223	11 165	225	15 791	227	78 709
Amortissement cumulé	221	(63 291)	224	(9 924)	226	(15 791)	228	(57 424)
Valeur comptable nette	222	<u>20 044</u>					229	<u>21 285</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233		
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235		
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	41 919	42 124
Frais reportés			
- Vidange fosse septique	237		21 410
- Autre	238	175	175
	239	42 094	63 709
<hr/>			
Note			
<hr/>			

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et des services d'évaluation échéant en 2019, à verser une somme totale de 205 775 \$.

En vertu de divers contrats, la Régie s'est engagée pour les cinq prochains exercices pour une somme globale de 382 952 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

- Location d'équipement : 71 625 \$ en 2015, 43 610 \$ en 2016, 24 798 \$ en 2017, 7 901 \$ en 2018 et 1 505 \$ en 2019;
- Location d'immeuble : 233 513 \$ en 2015.

Le principal engagement du CIT - CRC est un contrat avec un transporteur échéant en décembre 2018 qui s'élève approximativement à 28 900 000 \$.

De plus, le CIT - CRC s'est engagé, en vertu d'un contrat de gestion des opérations et de gestion de la billetterie échéant en décembre 2016, à verser une somme totale de 848 000 \$.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

La Régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ses employés pour une somme indéterminée. La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats auxquels elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

2014**2013****23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

Encaisse	240		4 532 950		3 766 029
Découvert bancaire	241	(22 301)	(
Placements temporaires	242		111 559		110 123
<i>Ajouter</i>					
-	243				
-	244				
-	245				
-	246				
<i>Déduire</i>					
- Placements plus de 3 mois	247	(111 559)	(
-	248	()	(
-	249	()	(
-	250	()	(
-	251	()	(
-	252	()	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253		4 510 649		3 766 029

Note**24. Fonds de roulement**

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 750 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Fonds de roulement

La Régie possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés d'un dépôt à terme appartenant à la SECT'Eau portant intérêt au taux de 1,26% et échéant en juin 2015.

26. Risques environnementaux

Les opérations de la Ville et des partenariats auxquels elle participe sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de leurs dirigeants, la Ville et les partenariats fonctionnent en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 344 466	1 758 136
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 2 599 306	2 500 892
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ((21 587)) ((19 137))
Financement des investissements en cours	4 (3 084 172)	(192 800)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 15 632 840	12 365 423
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 17 514 027	16 450 788

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Divers projets-Ville	8	1 903 125	1 717 531
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	1 903 125	1 717 531
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Sect'eau	18	122 213	122 213
- CIT-CRC	19	52 078	35 310
-	20		
	21	174 291	157 523
Réserves financières			
- CIT-CRC	22	45 220	45 655
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	45 220	45 655
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28	423 637	493 110
Fonds parcs et terrains de jeux	29	12 455	34 755
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	26 816	28 417
Financement des activités de fonctionnement	33	13 762	23 901
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	476 670	580 183
	39	2 599 306	2 500 892

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (18 540) ()	(19 688)
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ((40 127)) ()	((38 825))
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 ((21 587)) ()	((19 137))
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 ((21 587)) ()	((19 137))
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 (3 084 172) ()	(192 800)
	59 (3 084 172)	(192 800)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 22 843 636	20 080 862
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63 106 176	99 351
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 22 949 812	20 180 213
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 7 630 940	8 164 229
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 30 936	35 262
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (344 904) ()	(384 700)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 7 316 972	7 814 791
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	(1)
	73 7 316 972	7 814 790
	74 15 632 840	12 365 423

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Régie de police offre une rente de retraite calculée selon un pourcentage de salaire pour chaque année de service reconnue.

Des prestations sont également versées lors de la cessation de participation résultant du décès ou de la cessation d'emploi avant la retraite.

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Les impacts de la Loi sur les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité sont non significatifs, étant donné le pourcentage de participation peu élevé (2,87%) dans le partenariat.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (77 117)	(86 416)
Charge de l'exercice	5 (78 121)	(111 414)
Cotisations versées par l'employeur	6 90 347	120 713
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(64 891)</u>	<u>(77 117)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 2 300 104	2 029 475
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (2 458 270)	(2 365 741)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (158 166)	(336 266)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 93 275	259 149
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (64 891)	(77 117)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(64 891)</u>	<u>(77 117)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 300 104	2 029 475
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (2 458 270)	(2 365 741)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (158 166)	(336 266)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 108 113	138 908
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (92 787)	-
	21 15 326	138 908
Cotisations salariales des employés	22 (60 959)	(66 641)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 (45 633)	72 267
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 11 824	17 134
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 95 341	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 -	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 -	-
Variation de la provision pour moins-value	29 -	-
Autres	30 -	-
	31 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>61 532</u>	<u>89 401</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 140 659	134 259
Rendement espéré des actifs	34 (124 070)	(112 246)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 16 589	22 013
Charge de l'exercice	36 <u>78 121</u>	<u>111 414</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 193 312	84 791
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (124 070)	(112 246)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 69 242	(27 455)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (10 533)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 73 989	39 089
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 2 377 049	2 097 740
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 ()	()
Charge de l'exercice	58 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u>_____</u>	<u>_____</u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	
	<u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre à ses employés un régime de retraite sous forme de REER collectif. L'employé cotise 4% ou plus de son salaire régulier et l'employeur cotise 7.5% du salaire régulier de l'employé.

La SECT'Eau offre à ses employés un régime de retraite sous forme de REER collectif où l'employeur et l'employé cotisent 6% du salaire régulier de l'employé.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>39 596</u>	<u>32 703</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>15</u>	<u>18</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>122</u>	<u>95</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	411	318
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>411</u>	<u>318</u>
98	<u>411</u>	<u>318</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	7 648 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 084 172
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	26 816
Débiteurs	8	351 607
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 857 436
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	8 496 613
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	13 576
Endettement net à long terme	16	8 510 189
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	8 510 189
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	8 510 189
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2014	2014	2014	2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 719 976	3 778 247	3 599 331
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	253 676	266 835	279 478
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 973 652	4 045 082	3 878 809
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	321 880	328 700	327 746
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	295 835	303 081	301 812
Matières résiduelles	13	358 436	369 492	448 939
Autres				
-Sécurité publique	14	408 170	413 695	407 552
-Cours d'eau	15	20 000		22 650
-Vidange fosse septique	16	23 472	24 208	24 020
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	197 868	197 653	210 351
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 625 661	1 636 829	1 743 070
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 625 661	1 636 829	1 743 070
	26	5 599 313	5 681 911	5 621 879

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	6 851	6 851	
	31	6 851	6 851	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	27 500	36 970	29 638
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	33 000	40 863	35 706
	35	60 500	77 833	65 344
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	60 500	84 684	65 344
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	60 500	84 684	65 344

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	44 589	44 589	44 306
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	13 793	28 406	32 766
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		265 841	306 520
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	61 239	78 631	54 655
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	247 864	243 215	266 580
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79	49 100	5 371	5 463
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	3 500	4 200	3 800
Activités culturelles				
Bibliothèques	87		7 400	6 600
Autres	88		37 885	
Réseau d'électricité	89			
	90	420 085	449 697	720 690

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			(397 000)
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			(1 280 322)
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			(322 296)
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			(262 394)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			(2 262 012)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			284 158
	138			284 158
TOTAL DES TRANSFERTS	139	420 085	449 697	715 538 (1 257 164)

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	14 689	444 013	399 231
Autres	153			
	154	14 689	444 013	399 231
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	14 689	444 013	399 231

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	6 200	14 072	8 502
Sécurité publique	183	15 000	34 310	64 142
Transport				
Réseau routier	184		1 380	1 380
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	3 000	42 483	6 810
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	52 000	79 548	67 357
Réseau d'électricité	194			
	195	76 200	171 793	146 811
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	76 200	186 482	546 042
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	15 500	16 801	19 253
Droits de mutation immobilière	198	175 000	205 395	234 254
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	190 500	222 196	253 507
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		3 460	151 143
INTÉRÊTS	203	60 000	112 776	111 118
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		531	(289)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			29 094
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		19 347	97 858
	212		19 347	126 663

		2023		2022	
		Q1	Q2	Q1	Q2
Income Statement					
Revenue		100	100	100	100
Cost of Sales		(40)	(40)	(40)	(40)
Gross Profit		60	60	60	60
Operating Expenses		(20)	(20)	(20)	(20)
Operating Profit		40	40	40	40
Other Income		5	5	5	5
Profit Before Tax		45	45	45	45
Tax Expense		(10)	(10)	(10)	(10)
Net Profit		35	35	35	35
Balance Sheet					
Assets					
Current Assets		100	100	100	100
Non-current Assets		0	0	0	0
Total Assets		100	100	100	100
Liabilities					
Current Liabilities		40	40	40	40
Non-current Liabilities		0	0	0	0
Total Liabilities		40	40	40	40
Equity					
Share Capital		60	60	60	60
Reserves		40	40	40	40
Total Equity		100	100	100	100

		2019		2018	
		Actual	Adjusted	Actual	Adjusted
Balance Sheet					
Assets					
Current Assets					
Cash and cash equivalents		1,234,567	1,234,567	1,234,567	1,234,567
Accounts receivable		567,890	567,890	567,890	567,890
Inventory		345,678	345,678	345,678	345,678
Prepaid expenses		123,456	123,456	123,456	123,456
Other current assets		98,765	98,765	98,765	98,765
Non-current Assets					
Property, plant, and equipment		2,345,678	2,345,678	2,345,678	2,345,678
Intangible assets		456,789	456,789	456,789	456,789
Other non-current assets		123,456	123,456	123,456	123,456
Liabilities					
Current Liabilities					
Accounts payable		678,901	678,901	678,901	678,901
Short-term debt		234,567	234,567	234,567	234,567
Other current liabilities		123,456	123,456	123,456	123,456
Non-current Liabilities					
Long-term debt		1,234,567	1,234,567	1,234,567	1,234,567
Other non-current liabilities		456,789	456,789	456,789	456,789
Equity					
Common stock		1,234,567	1,234,567	1,234,567	1,234,567
Retained earnings		2,345,678	2,345,678	2,345,678	2,345,678
Other equity		456,789	456,789	456,789	456,789
Income Statement					
Revenue		10,000,000	10,000,000	10,000,000	10,000,000
Cost of Sales		(4,000,000)	(4,000,000)	(4,000,000)	(4,000,000)
Gross Profit		6,000,000	6,000,000	6,000,000	6,000,000
Operating Expenses		(2,000,000)	(2,000,000)	(2,000,000)	(2,000,000)
Operating Income		4,000,000	4,000,000	4,000,000	4,000,000
Other Income		500,000	500,000	500,000	500,000
Income Before Tax		4,500,000	4,500,000	4,500,000	4,500,000
Income Tax Expense		(900,000)	(900,000)	(900,000)	(900,000)
Net Income		3,600,000	3,600,000	3,600,000	3,600,000
Statement of Cash Flows					
Operating Activities					
Net income		3,600,000	3,600,000	3,600,000	3,600,000
Depreciation and amortization		1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Change in accounts receivable		(100,000)	(100,000)	(100,000)	(100,000)
Change in inventory		(50,000)	(50,000)	(50,000)	(50,000)
Change in accounts payable		150,000	150,000	150,000	150,000
Other operating activities		250,000	250,000	250,000	250,000
Investing Activities					
Purchase of property, plant, and equipment		(1,000,000)	(1,000,000)	(1,000,000)	(1,000,000)
Acquisition of intangible assets		(500,000)	(500,000)	(500,000)	(500,000)
Other investing activities		100,000	100,000	100,000	100,000
Financing Activities					
Issuance of long-term debt		1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Payment of short-term debt		(200,000)	(200,000)	(200,000)	(200,000)
Other financing activities		50,000	50,000	50,000	50,000
Change in Cash		3,000,000	3,000,000	3,000,000	3,000,000

Annual Report 2023						
Financial Summary						
Item	2023	2022	2021	2020	2019	2018
Revenue	1000	950	900	850	800	750
Expenses	(600)	(580)	(560)	(540)	(520)	(500)
Profit	400	370	340	310	280	250
Assets	500	480	460	440	420	400
Liabilities	(200)	(190)	(180)	(170)	(160)	(150)
Equity	300	290	280	270	260	250
Net Income	400	370	340	310	280	250
Operating Income	350	330	310	290	270	250
Pre-tax Income	300	280	260	240	220	200
Income Tax	(50)	(40)	(30)	(20)	(10)	(10)
Net Income	250	240	230	220	210	200
Dividends	(100)	(90)	(80)	(70)	(60)	(50)
Retained Earnings	150	150	150	150	150	150
Shareholders' Equity	300	290	280	270	260	250
Debt	(200)	(190)	(180)	(170)	(160)	(150)
Equity	300	290	280	270	260	250
Assets	500	480	460	440	420	400
Liabilities	(200)	(190)	(180)	(170)	(160)	(150)
Equity	300	290	280	270	260	250
Revenue	1000	950	900	850	800	750
Expenses	(600)	(580)	(560)	(540)	(520)	(500)
Profit	400	370	340	310	280	250
Assets	500	480	460	440	420	400
Liabilities	(200)	(190)	(180)	(170)	(160)	(150)
Equity	300	290	280	270	260	250
Net Income	400	370	340	310	280	250
Operating Income	350	330	310	290	270	250
Pre-tax Income	300	280	260	240	220	200
Income Tax	(50)	(40)	(30)	(20)	(10)	(10)
Net Income	250	240	230	220	210	200
Dividends	(100)	(90)	(80)	(70)	(60)	(50)
Retained Earnings	150	150	150	150	150	150
Shareholders' Equity	300	290	280	270	260	250
Debt	(200)	(190)	(180)	(170)	(160)	(150)
Equity	300	290	280	270	260	250
Assets	500	480	460	440	420	400
Liabilities	(200)	(190)	(180)	(170)	(160)	(150)
Equity	300	290	280	270	260	250

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Richelieu

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Richelieu (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2015-05-25

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		5 681 911
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		5 681 911

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	5 681 911
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>5 681 911</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	324 520		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8			
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>324 520</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>5 357 391</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>587 940 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>589 087 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>588 513 800</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>5 357 391</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>588 513 800</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] [] , [9] [1] [0] [3] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non auditée</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 426 115	2 426 115	87 009
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	521 147	521 147	43 371
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	457 438	457 438	188 489
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	41 565	41 565	73 120
Autres infrastructures	11	6 114	6 114	60 429
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			288
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	103 711	114 876	48 716
Ameublement et équipement de bureau	18	5 393	9 776	82 008
Machinerie, outillage et équipement divers	19	68 206	93 713	24 201
Terrains	20			
Autres	21			
	22	3 629 689	3 670 744	607 631

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23	11 584	11 584	87 009
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	19 578	19 578	43 371
Autres infrastructures	27	372 161	372 161	322 038
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28	2 414 531	2 414 531	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	501 569	501 569	
Autres infrastructures	32	132 956	132 956	
Autres immobilisations	33	177 310	218 365	155 213
	34	3 629 689	3 670 744	607 631

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	8 183 900	192 804	728 404	7 648 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	15 591	8 653	10 668	13 576
Autres	6				
	7	8 199 491	201 457	739 072	7 661 876
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	28 418		1 601	26 817
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	4 870 795	134 804	286 154	4 719 445
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	762 006	8 653	57 385	713 274
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	5 661 219	143 457	345 140	5 459 536
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	384 700		39 796	344 904
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	384 700		39 796	344 904
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20	384 700		39 796	344 904
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	2 153 572	58 000	354 136	1 857 436
Autres	23				
	24				
	25	2 538 272	58 000	393 932	2 202 340
	26	8 199 491	201 457	739 072	7 661 876
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	8 199 491	201 457	739 072	7 661 876

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	21 346	21 184	27 599
Sécurité publique				
Police	4	825 000	820 951	
Sécurité incendie	5	11 338	11 338	15 287
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	131 985	77 965	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	236 480	152 978	
Matières résiduelles	12	381 908	373 615	444 694
Cours d'eau	13	5 439	5 439	5 478
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	47 090	45 137	45 059
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	59 255	58 922	58 622
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	55 856	55 039	54 451
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 775 697	1 622 568	651 190

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 629 689	519 249
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	3 629 689	519 249

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 699 741	1 740 179
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 699 741	1 740 179
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 116 521	1 044 068
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(595 317)	(1 084 506)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	521 204	(40 438)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 220 945	1 699 741
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 717 531	1 445 484
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 717 531	1 445 484
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(49 140)	(512 922)
Activités d'investissement	17	(360 583)	(299 537)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	595 317	1 084 506
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	185 594	272 047
Solde à la fin de l'exercice	22	1 903 125	1 717 531
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	569 327	599 607
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	569 327	599 607
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	40 741	34 392
Activités d'investissement	27	(146 005)	(64 672)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(105 264)	(30 280)
Solde à la fin de l'exercice	31	464 063	569 327

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ((38 825))	(457)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ((38 825))	(457)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ((1 302))	((38 825))
Autres	43 ()	()
	44 ((1 302))	((38 825))
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ((1 302))	((38 825))
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	457
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	457
Solde à la fin de l'exercice	51 ((40 127))	((38 825))
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (192 800)	(316 332)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (192 800)	(316 332)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 (2 891 372)	123 532
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 (2 891 372)	123 532
Solde à la fin de l'exercice	60 (3 084 172)	(192 800)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 11 952 679	13 709 292
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63 11 952 679	13 709 292
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 3 263 698	(1 756 613)
Solde à la fin de l'exercice	67 15 216 377	11 952 679

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>750 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>750 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>750 000</u>

<small> 2025-2026 Financial Statement (in thousands of dollars) </small>					
	2025	2024	2023	2022	2021
Revenue	100	100	100	100	100
Operating Expenses	(80)	(80)	(80)	(80)	(80)
Operating Income	20	20	20	20	20
Other Income	0	0	0	0	0
Income Before Tax	20	20	20	20	20
Income Tax Expense	(5)	(5)	(5)	(5)	(5)
Net Income	15	15	15	15	15
Other Comprehensive Income	0	0	0	0	0
Comprehensive Income	15	15	15	15	15

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[0] , [5] [8] [0] [2] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[0] , [6] [5] [1] [8] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[1] , [0] [5] [7] [5] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[1] , [1] [5] [8] [2] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [1] [6] [0] [4] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[0] , [5] [8] [0] [2] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="5"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="7"/> , <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="0"/>	\$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matières recyclables	54,0800	4	
Résidus verts	15,2300	4	
Dettes ancien Richelieu	,0123	1	
Eau (consommation exc. à 320 m3)	,2500	7	m3
Sécurité publique	170,0000	4	
Urbanisé 2009	,0288	1	
Urbanisé	,0200	1	
Fosse septique	73,5800	4	
Règlement 02-R-045	,0275	2	
Règlement 02-R-047	2,5355	2	
Règlement 02-R-039 (secteur F1)	5,1735	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F2-A)	7,0613	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F2-B)	,0484	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F3)	2,0038	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F4)	3,7201	3	
Règlement 04-R-066	306,6700	4	
Règlement 07-R-100-1	,1119	2	
Règlement 07-R-100-1	3,9273	3	
Règlement 06-R-099 (bassin A)	23,3123	3	
Règlement 06-R-099 (bassin C)	11,9769	3	
Règlement 03-R-061 (bassin A)	,2324	2	
Règlement 03-R-061 (bassin A)	39,9632	3	
Règlement 03-R-061 (bassin A)	6 200,0200	4	
Règlement 03-R-061 (bassin B)	,2652	2	
Règlement 03-R-061 (bassin B)	9,6300	3	
Règlement 03-R-061 (bassin C)	,2391	2	
Règlement 03-R-061 (bassin C)	12,8169	3	
Règlement 03-R-061 (bassin D)	,2295	2	
Règlement 03-R-061 (bassin D)	10,6033	3	
Règlement 03-R-061 (bassin E)	,1447	2	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 03-R-061 (bassin E)	6,5895	3	
Règlement 03-R-061 (bassin F)	,1307	2	
Règlement 03-R-061 (bassin F)	6,7405	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	189 460 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 200, boul. Richelieu
(no) (rue)
Richelieu, Québec J3L 3R4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 658-1157
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 658-5096
(ind. rég.) (numéro)

Courriel s.charpentier@ville.richelieu.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvie Charpentier

Téléphone (450) 658-1157
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 658-5096
(ind. rég.) (numéro)

Courriel s.charpentier@ville.richelieu.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 35, rue Dufferin
(no) (rue)
Granby, Québec J2G 4W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128
(ind. rég.) (numéro)

Courriel legendre.marc@rcgt.com

Responsable du dossier Marc Legendre, FCPA, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHELIEU FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sylvie Charpentier , atteste que le rapport financier consolidé de Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Richelieu consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Richelieu détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 063 235 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,9103 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-22 07:58:40

Date de transmission au Ministère : 2015/06/03

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Richelieu

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

REVENUE		EXPENSES		NET INCOME	
2019	2018	2019	2018	2019	2018
1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36
37	38	39	40	41	42
43	44	45	46	47	48
49	50	51	52	53	54
55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66
67	68	69	70	71	72
73	74	75	76	77	78
79	80	81	82	83	84
85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96
97	98	99	100	101	102
103	104	105	106	107	108
109	110	111	112	113	114
115	116	117	118	119	120
121	122	123	124	125	126
127	128	129	130	131	132
133	134	135	136	137	138
139	140	141	142	143	144
145	146	147	148	149	150
151	152	153	154	155	156
157	158	159	160	161	162
163	164	165	166	167	168
169	170	171	172	173	174
175	176	177	178	179	180
181	182	183	184	185	186
187	188	189	190	191	192
193	194	195	196	197	198
199	200	201	202	203	204
205	206	207	208	209	210
211	212	213	214	215	216
217	218	219	220	221	222
223	224	225	226	227	228
229	230	231	232	233	234
235	236	237	238	239	240
241	242	243	244	245	246
247	248	249	250	251	252
253	254	255	256	257	258
259	260	261	262	263	264
265	266	267	268	269	270
271	272	273	274	275	276
277	278	279	280	281	282
283	284	285	286	287	288
289	290	291	292	293	294
295	296	297	298	299	300
301	302	303	304	305	306
307	308	309	310	311	312
313	314	315	316	317	318
319	320	321	322	323	324
325	326	327	328	329	330
331	332	333	334	335	336
337	338	339	340	341	342
343	344	345	346	347	348
349	350	351	352	353	354
355	356	357	358	359	360
361	362	363	364	365	366
367	368	369	370	371	372
373	374	375	376	377	378
379	380	381	382	383	384
385	386	387	388	389	390
391	392	393	394	395	396
397	398	399	400	401	402
403	404	405	406	407	408
409	410	411	412	413	414
415	416	417	418	419	420
421	422	423	424	425	426
427	428	429	430	431	432
433	434	435	436	437	438
439	440	441	442	443	444
445	446	447	448	449	450
451	452	453	454	455	456
457	458	459	460	461	462
463	464	465	466	467	468
469	470	471	472	473	474
475	476	477	478	479	480
481	482	483	484	485	486
487	488	489	490	491	492
493	494	495	496	497	498
499	500	501	502	503	504
505	506	507	508	509	510
511	512	513	514	515	516
517	518	519	520	521	522
523	524	525	526	527	528
529	530	531	532	533	534
535	536	537	538	539	540
541	542	543	544	545	546
547	548	549	550	551	552
553	554	555	556	557	558
559	560	561	562	563	564
565	566	567	568	569	570
571	572	573	574	575	576
577	578	579	580	581	582
583	584	585	586	587	588
589	590	591	592	593	594
595	596	597	598	599	600
601	602	603	604	605	606
607	608	609	610	611	612
613	614	615	616	617	618
619	620	621	622	623	624
625	626	627	628	629	630
631	632	633	634	635	636
637	638	639	640	641	642
643	644	645	646	647	648
649	650	651	652	653	654
655	656	657	658	659	660
661	662	663	664	665	666
667	668	669	670	671	672
673	674	675	676	677	678
679	680	681	682	683	684
685	686	687	688	689	690
691	692	693	694	695	696
697	698	699	700	701	702
703	704	705	706	707	708
709	710	711	712	713	714
715	716	717	718	719	720
721	722	723	724	725	726
727	728	729	730	731	732
733	734	735	736	737	738
739	740	741	742	743	744
745	746	747	748	749	750
751	752	753	754	755	756
757	758	759	760	761	762
763	764	765	766	767	768
769	770	771	772	773	774
775	776	777	778	779	780
781	782	783	784	785	786
787	788	789	790	791	792
793	794	795	796	797	798
799	800	801	802	803	804
805	806	807	808	809	810
811	812	813	814	815	816
817	818	819	820	821	822
823	824	825	826	827	828
829	830	831	832	833	834
835	836	837	838	839	840
841	842	843	844	845	846
847	848	849	850	851	852
853	854	855	856	857	858
859	860	861	862	863	864
865	866	867	868	869	870
871	872	873	874	875	876
877	878	879	880	881	882
883	884	885	886	887	888
889	890	891	892	893	894
895	896	897	898	899	900
901	902	903	904	905	906
907	908	909	910	911	912
913	914	915	916	917	918
919	920	921	922	923	924
925	926	927	928	929	930
931	932	933	934	935	936
937	938	939	940	941	942
943	944	945	946	947	948
949	950	951	952	953	954
955	956	957	958	959	960
961	962	963	964	965	966
967	968	969	970	971	972
973	974	975	976	977	978
979	980	981	982	983	984
985	986	987	988	989	990
991	992	993	994	995	996
997	998	999	1000	1001	1002
1003	1004	1005	1006	1007	1008
1009	1010	1011	1012	1013	1014
1015	1016	1017	1018	1019	1020
1021	1022	1023	1024	1025	1026
1027	1028	1029	1030	1031	1032
1033	1034	1035	1036	1037	1038
1039	1040	1041	1042	1043	1044
1045	1046	1047	1048	1049	1050
1051	1052	1053	1054	1055	1056
1057	1058	1059	1060	1061	1062
1063	1064	1065	1066	1067	1068
1069	1070	1071	1072	1073	1074
1075	1076	1077	1078	1079	1080
1081	1082	1083	1084	1085	1086
1087	1088	1089	1090	1091	1092
1093	1094	1095	1096	1097	1098
1099	1100	1101	1102	1103	1104
1105	1106	1107	1108	1109	1110
1111	1112	1113	1114	1115	1116
1117	1118	1119	1120	1121	1122
1123	1124	1125	1126	1127	1128
1129	1130	1131	1132	1133	1134
1135	1136	1137	1138	1139	1140
1141	1142	1143	1144	1145	1146
1147	1148	1149	1150	1151	1152
1153	1154	1155	1156	1157	1158
1159	1160	1161	1162	1163	1164
1165	1166	1167	1168	1169	1170
1171	1172	1173	1174	1175	1176
1177	1178	1179	1180	1181	1182
1183	1184	1185	1186	1187	1188
1189	1190	1191	1192	1193	1194

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	1 332 410	1 323 428	1 800 193
Autres	2	3 632 786	4 431 253	4 750 685
	3	4 965 196	5 754 681	5 571 786
Passifs				
Dette à long terme	4	8 148 638	7 617 364	7 630 940
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			64 891
Autres	6	737 085	3 823 757	4 229 696
	7	8 885 723	11 441 121	11 925 527
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 920 527)	(5 686 440)	(5 374 649)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	19 652 527	22 413 597	22 843 636
Autres	10	53 303	33 308	45 040
	11	19 705 830	22 446 905	22 888 676
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	1 699 741	2 220 945	2 344 466
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	2 286 858	2 367 188	2 599 306
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 ((38 825)) ((40 127)) ((21 587)) (
Financement des investissements en cours	15	(192 800)	(3 084 172)	(3 084 172)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	11 952 679	15 216 377	15 632 840
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	15 785 303	16 760 465	17 514 027
				16 450 788

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Divers projets-Ville	19	1 903 125	1 717 531
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	1 903 125	1 717 531
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés	29	174 291	157 523
	30	2 077 416	1 875 054
Réserves financières	31	45 220	45 655
Fonds réservés	32	476 670	580 183
	33	2 599 306	2 500 892

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	5 621 879	5 599 313	5 681 911	5 681 911
Compensations tenant lieu de taxes	2	65 344	60 500	84 684	84 684
Quotes-parts	3				152 725
Transferts	4	698 328	420 085	449 697	704 734
Services rendus	5	112 459	76 200	186 482	664 994
Autres	6	381 513	250 500	338 432	559 135
	7	6 879 523	6 406 598	6 741 206	7 848 183
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	(2 262 012)			10 804
Autres	11	29 094		19 347	19 347
	12	(2 232 918)		19 347	30 151
	13	4 646 605	6 406 598	6 760 553	7 878 334

Extrait du rapport financier, page S7

Statement of Financial Position		31 December 2018	
	2018	2017	2016
Assets			
Current assets			
Trade receivables	1,234,567	1,123,456	1,012,345
Trade payables	(567,890)	(678,901)	(789,012)
Other receivables	123,456	234,567	345,678
Other payables	(345,678)	(456,789)	(567,890)
Prepaid expenses	45,678	56,789	67,890
Current tax receivable	67,890	78,901	89,012
Current tax payable	(89,012)	(90,123)	(101,234)
Other current assets	90,123	101,234	112,345
Other current liabilities	(112,345)	(123,456)	(134,567)
Non-current assets			
Property, plant and equipment	2,345,678	2,456,789	2,567,890
Intangible assets	345,678	456,789	567,890
Financial assets	456,789	567,890	678,901
Financial liabilities	(567,890)	(678,901)	(789,012)
Other non-current assets	678,901	789,012	890,123
Other non-current liabilities	(789,012)	(890,123)	(901,234)
Equity			
Share capital	1,000,000	1,000,000	1,000,000
Reserves	1,234,567	1,123,456	1,012,345
Retained earnings	2,345,678	2,456,789	2,567,890
Other equity	456,789	567,890	678,901
Liabilities			
Current liabilities	1,234,567	1,123,456	1,012,345
Non-current liabilities	567,890	678,901	789,012
Equity	3,456,789	3,567,890	3,678,901
Liabilities	1,802,457	1,802,345	1,802,234
Equity	1,654,332	1,765,545	1,876,667